



POLICY BRIEF

PB 20 - 33

Avril 2020

COVID-19 : SOUMIS À UN CHOC VIOLENT ET DURABLE, LES PAYS PÉTROLIERS AFRICAINS IMPROVISENT LE SAUVETAGE DE LEUR ÉCONOMIE

Par Benjamin Augé

Covid-19 : soumis à un choc violent et durable, les pays pétroliers africains improvisent le sauvetage de leur économie

Alors que les prix du baril de Brent, à Londres, varient entre 20 et 35 dollars depuis plusieurs semaines, et que le pétrole américain côté à New York, a même atteint des valeurs négatives le 20 avril, la plupart des Etats pétroliers africains ont fait voter, fin 2019, leur budget 2020 en se basant sur des prévisions, plutôt optimistes, et en pariant parfois sur une croissance des dépenses, financée par de l'emprunt (Nigeria). Certains de ces Etats s'attendaient à des cours du Brent, plutôt élevés en 2020, suivant, ainsi, la courbe observée en 2019 où la moyenne annuelle a tutoyé les 64 dollars par baril (voir ci-dessous).

Cours du Brent d'octobre 2019 à avril 2020 :



Source : Financial Times

Le Nigeria avait, par exemple, parié sur un budget record de 10.59 trillions de naira (35 milliards de dollars), avec un déficit de l'ordre de 7,2 milliards \$ - (avec un baril de référence à 57 \$). De même pour le Gabon qui avait prévu, en décembre 2019, un budget en croissance de 9,8% atteignant 3330 milliards de FCFA (soit un peu plus de 5 milliards d'euros), en se basant notamment sur le fait que la production pétrolière allait croître grâce au bloc de Dussafu, tout juste mis en production. Le Congo pariait, quant à lui, sur une hypothèse d'un baril à 55 \$ avec un budget plutôt conservateur, sachant que l'endettement atteint déjà plus de 80% du PIB et que l'économie est sous perfusion du Fonds monétaire international (FMI). Le Ghana, producteur de pétrole depuis 2010, tablait pour 2020 sur une croissance de 6,8%, avec un baril à 62,6 dollars. L'Algérie, contrairement à ses voisins du golfe de Guinée, avait, par contre, déjà prévu une baisse de ses dépenses de 9,2% dont 20% d'investissement en moins entre 2019 et 2020. Cette singularité parmi les producteurs africains est due au fait que l'Algérie se trouvait déjà en crise en 2019 et prévoyait une baisse de recettes de plus de cinq milliards de dollars d'une année sur l'autre, causée notamment par la baisse des exportations en hydrocarbures. Tous les pays africains doivent désormais reprendre en catastrophe les discussions avec leurs parlements respectifs afin de passer au plus vite des budgets rectificatifs qui auront des impacts profonds sur l'économie, le chômage, les dépenses sociales et, in fine, le taux de pauvreté. Les raisons d'espérer une nette amélioration de la situation sont peu nombreuses. Voici quelques éléments d'explication.

Les coupes de production de l'OPEP +, un dilemme pour l'Afrique pétrolière

A ce tableau bien sombre pour les pays pétroliers s'ajoutent les conséquences d'une décision venant, encore un peu plus, obscurcir les espoirs rapides de rebonds des recettes provenant des hydrocarbures. Le 12 avril 2020, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et une dizaine d'autres producteurs de brut, se sont mis d'accord pour réduire, d'ici au 1er mai prochain, la production mondiale de près de 10 millions de barils (sur 100 millions) avec l'objectif de faire remonter les cours.

Prévision de baisse de la production pétrolière après décision de l'OPEP + du 12 avril :

Supply	1Q19	2Q19	3Q19	4Q19	1Q20	2Q20	3Q20	4Q20
US	11.81	12.10	12.23	12.78	12.84	12.67	11.91	11.52
Canada	4.28	4.36	4.35	4.52	4.59	3.26	3.07	3.02
Mexico	1.67	1.67	1.69	1.70	1.69	1.43	1.58	1.56
Brazil	2.56	2.63	2.90	3.01	3.03	2.90	2.85	2.85
Norway	1.44	1.26	1.37	1.63	1.79	1.81	1.82	1.90
UK	1.09	1.02	0.90	1.02	1.08	1.00	0.98	1.09
Other North Sea	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.09	0.09	0.09
Russia	11.34	11.17	11.24	11.23	11.18	9.42	8.99	9.73
Qatar	1.41	1.40	1.40	1.40	1.41	1.39	1.44	1.46
China	3.89	3.87	3.83	3.84	3.98	3.96	3.88	3.86
Colombia	0.89	0.89	0.88	0.88	0.88	0.88	0.85	0.80
Non-OPEC Crude	50.45	50.18	50.60	51.97	52.48	47.86	46.38	47.31
EX-US Non-OPEC NGLs	3.52	3.43	3.42	3.47	3.50	3.45	3.41	3.46
US NGLs	4.76	4.91	4.85	5.03	5.00	5.09	4.84	4.81
Other non-OPEC adjustments					0.00	-0.02	-0.06	-0.09
Non-OPEC Crude + NGLs	58.73	58.52	58.87	60.47	60.98	56.40	54.64	55.58
Algeria	1.03	1.02	1.02	1.02	1.02	0.88	0.86	0.86
Angola	1.43	1.43	1.35	1.37	1.35	1.23	1.25	1.25
Congo	0.34	0.35	0.34	0.33	0.33	0.28	0.27	0.27
Equatorial Guinea	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10
Gabon	0.21	0.22	0.21	0.22	0.22	0.17	0.15	0.15
Iraq	4.66	4.76	4.74	4.60	4.41	3.93	3.80	4.00
Iran	2.83	2.16	1.95	2.00	2.09	2.09	2.09	2.09
Kuwait	2.71	2.69	2.65	2.69	2.67	2.38	2.30	2.40
Libya	0.95	1.15	1.09	1.09	0.35	0.09	0.58	1.02
Nigeria	1.69	1.72	1.81	1.74	1.78	1.53	1.50	1.60
Saudi	10.16	9.82	9.53	9.93	9.79	9.33	8.99	9.37
U.A.E	3.07	3.07	3.08	3.03	3.03	2.76	2.59	3.20
OPEC Crude	30.82	29.89	29.18	29.23	28.42	26.01	25.69	27.48
OPEC Condensate & NGLs	5.44	5.42	5.33	5.38	5.44	5.44	5.44	5.44
OPEC Crude + NGLs	36.25	35.31	34.51	34.61	33.86	31.45	31.13	32.92

Source : Citibank

Cette mesure va encore concourir à accentuer la perte de parts de marché des pays africains dans le secteur des hydrocarbures (à peine 8% aujourd'hui). Elle pourrait doublement impacter les revenus des pays pétroliers africains, si les cours du brut ne remontent pas, demeurant ces jours-ci autour de 20 \$ à Londres. Alors que le Congo prévoyait une production pour 2020 de 383 000 barils par jour (b/j), soit un record historique, il devra, si le pays se conforme à la règle, descendre autour de 270 000 b/j. Le Nigeria ne sera plus autorisé à produire davantage qu'1,6 voire 1,5 million de b/j, la Guinée équatoriale aura un quota d'à peine 100 000 b/j, l'Angola de 1,25 million de b/j, le Gabon de 150 000 b/j. Quant à l'Algérie, elle sera contrainte de produire moins d'un million de b/j soit seulement 860 000 b/j et retrouvera ainsi un point bas qu'elle n'avait pas atteint depuis les années 1960 ! La Libye est actuellement hors-jeu produisant à peine plus de 100 000 b/j - comparativement à un volume d'1,2 million b/j à la fin 2019 - depuis le blocus des ports pétroliers du pays à la fin janvier 2020, orchestré par la rébellion dirigée par le général Khalifa Haftar afin d'affaiblir le gouvernement de Tripoli soutenu par l'ONU.

Il n'est, cependant, pas certain que tous les pays membres de l'OPEP baissent facilement leur débit. Historiquement, l'OPEP n'est jamais parvenue à faire appliquer à tous ses membres les coupes de production. La plupart des pays africains ont rejoint l'Organisation de Vienne récemment (le Congo en 2018, la Guinée équatoriale en 2017, le Gabon a fait son retour en 2016 et l'Angola en 2007) et certains d'entre eux considèrent leur situation tellement précaire et leur production tellement faible par rapport aux piliers de l'Organisation, tels que l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis, qu'ils pourraient

être tentés de contourner la position adoptée début avril par l'OPEP. Cependant, ce calcul est risqué. Depuis la survenue du Covid-19 en Chine en décembre 2019, la consommation mondiale a plongé. Rien qu'en Chine, premier importateur de brut, la demande a chuté de 14 à 11 millions de barils par jour entre le dernier trimestre 2019 et le premier de 2020, soit une baisse de 3% du marché total. Les prévisions font désormais état d'une baisse mondiale de 16% entre le dernier trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020. Le dilemme pour les pays pétroliers africains, tentés de ne pas jouer le jeu de l'OPEP, est de savoir s'ils auront tout simplement encore des clients pour vendre leur brut. Actuellement, une quantité significative de pétrole déjà produit reste invendue et est stockée dans des cuves à terre ou sur des tankers en mer. Cette situation représente un coût très important, sans rapporter le moindre dollar aux Etats producteurs concernés.

Les mesures d'austérité

Afin d'éviter de sombrer, tous les Etats producteurs africains sont contraints d'opérer, en catastrophe, des coupes drastiques dans leur budget 2020. Ils tentent de répondre à l'urgence sans mesurer tout à fait l'ampleur de la catastrophe à venir. L'une des principales mesures est de réindexer les recettes pétrolières sur un prix du baril plus réaliste, entre 20 et 30\$, ainsi que de revoir à la baisse la production en rapport avec le marché actuel. Ce type de mesures a, par exemple, été proposé par le président nigérian, Muhammadu Buhari, au parlement de son pays début avril, avec une prévision de production pétrolière d'1,7 million de barils par jour au lieu des 2,18 évoqués dans le budget voté fin décembre. On remarque que ce niveau reste bien supérieur - au moins de 100 000 b/j - aux engagements pris par les membres de l'OPEP le 12 avril. Le gouvernement nigérian sera, donc, à nouveau contraint de revoir les éléments du calcul du budget. Le Gabon prévoit déjà une perte de recettes qui pourrait atteindre jusqu'à 645 milliards de FCFA soit près 20% du budget. Cette situation étant la conséquence de la baisse du volume et des prix du pétrole ainsi que du report de travaux de développement et d'exploration dans une industrie du pétrole à l'arrêt, en dehors des puits producteurs habituellement en activité. Afin de trouver des marges de manœuvre, Libreville devra accélérer, en partenariat avec les bailleurs traditionnels, une grande réforme de sa fonction publique avec le départ massif de fonctionnaires, dont les effectifs tournent aujourd'hui autour de 90 à 100 000 agents. L'Algérie, déjà en crise structurelle, devra encore rogner sur ses investissements dans le secteur des hydrocarbures. La Sonatrach qui produit, à elle seule, la quasi-totalité du pétrole et du gaz du pays, travaille à faire passer ses dépenses de fonctionnement et celles des travaux opérationnels de quatorze à sept milliards de dollars pour 2020. Cette division par deux des dépenses, cette année, est de nature à fragiliser les capacités de production à moyen-terme par manque d'investissement. Or, ce ne sera probablement pas le secteur privé pétrolier qui sauvera l'Algérie, étant lui-même en très net retrait depuis près de quinze ans, à la suite des amendements à la loi des hydrocarbures de 2005. Le dernier code des hydrocarbures, voté par le parlement fin 2019, prévoyait une plus grande flexibilité face à l'endroit des compagnies privées étrangères, mais la promotion de nouveaux blocs doit être désormais repoussée du fait de la crise du Covid-19. Fin mars, l'Angola a annoncé vouloir revoir le budget 2020, en se basant sur un baril non pas de 55 \$ mais plutôt de 35 \$. Ces corrections ne devraient pas être appliquées avant juin. L'Angola est dans une situation similaire à l'Algérie, avec une crise structurelle de la production, en baisse constante depuis 2008 - passant en dix ans de 1,8 à 1,4 million de b/j -. Situation identique pour la Guinée équatoriale.

Conclusion : quel est l'avenir de l'industrie pétrolière africaine à moyen terme ?

On ne compte plus le nombre de développements pétrolier et gazier repoussés sur le continent depuis l'extension de l'épidémie. BP, l'opérateur du gisement gazier transfrontalier de Tortue entre le Sénégal et la Mauritanie, a déjà prévenu que son débit commencerait plutôt en 2023 et non en 2022, alors que ce projet a été lancé fin 2018. Raison de ce report : la société britannique va réduire pendant plusieurs mois les travaux sur le terrain. Autre cas significatif, le plus important projet d'hydrocarbures en Afrique : celui d'ExxonMobil au Mozambique de 15,4 millions de tonnes GNL - près de 30 milliards de dollars -. Il ne devrait pas être sanctionné par la moindre décision finale d'investissement cette année. Ce lancement devait déjà initialement être annoncé en 2019, puis au 1er trimestre 2020. Si les enjeux sécuritaires - violences de groupes islamistes dans la province de Cabo Delgado -- ne sont pas étrangers à ce report, le Covid-19 est évidemment un facteur aggravant. De même pour la Tanzanie où les découvertes (36 trillions de pieds cubes de gaz, soit 1/5 de celles de l'Algérie) risquent bel et bien de rester en terre pendant plusieurs années. Les équipes des sociétés impliquées, Shell et Equinor, ont déjà fait - temporairement pour le moment - leurs bagages.

Le Covid-19 est parfois une aubaine pour les pétroliers. Au Mozambique, il a permis à certains d'entre eux, inquiets du risque sécuritaire dans le nord, de justifier plus facilement le report de décision sur certains projets de grande ampleur à de multiples inconnues. En Tanzanie, le président John Magufuli souhaitait, depuis 2015, renégocier les contrats au grand dam des pétroliers. L'épidémie a ainsi accéléré le probable désengagement des sociétés, au moins à court voire à moyen-terme.

Les campagnes de forage d'exploration s'annulent, aussi, les unes après les autres, notamment pour effectuer des puits dans l'offshore de Namibie ou en Afrique du Sud : la dernière zone offshore encore relativement vierge, devenue récemment le hotspot africain. Ces reports auront des conséquences sur la capacité de production du continent, lorsque le marché pétrolier se sera à nouveau stabilisé grâce à la reprise de l'activité économique mondiale. Et ce sont, probablement, d'autres régions au pétrole meilleur marché (golfe Persique ou le futur géant du Guyana - 750 000 b/j d'ici à la fin de la décennie) qui contribueront à affaiblir la part jusqu'alors réservée au continent. Cette crise devrait conduire les pétroliers à se reconcentrer encore davantage sur les projets à forte valeur ajoutée - grandes réserves -. Le développement des zones à fort risque politique/sécuritaire pourrait être réétudié à l'aune d'un marché dont la volatilité est évidemment une caractéristique première, mais sur lequel le calcul de la demande va devenir une inconnue encore plus difficile à mesurer, et ce pour longtemps, du fait de la pandémie Covid-19.

À propos de l'auteur, **Benjamin Augé**

Benjamin Augé est Chercheur associé aux centres Afrique et Energie de l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis juin 2010. Docteur en géographie de l'Institut Français de géopolitique (Université Paris 8), il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique à l'Université de Nouakchott, en Mauritanie, et est également intervenant à l'Académie diplomatique des Pays-Bas (Clingendael). Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier et gazier dans les pays africains. Il s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Benjamin Augé travaille également sur les relations entre le continent africain et certaines puissances extérieures (Qatar, Arabie saoudite, Turquie, Cuba et Israël).

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma